

## **RUSSIE**

### **« Enjeux stratégiques de la Mer Caspienne vers une confrontation post-guerre froide ? »**

Mémoire de géopolitique  
du Chef d'Escadrons Olivier de PAILLERETS  
dans le cadre de l'étude dirigée « Géopolitique de la Russie »

Directeur : Isabelle Facon  
de la Fondation de la Recherche Stratégique

Avril 2001

## FICHE DOCUMENTAIRE

### 1. RELATIVE A UN MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

1. PROBLEMATIQUE DES RELATIONS ETATS-UNIS-RUSSIE DANS LA PERIODE DE L'APRES GUERRE FROIDE
2. Chef d'Escadrons Olivier de PAILLERETS – Armée de Terre – France
3. Avril 2001
4. Division D – Groupe 4
5. Synthèse du sujet traité : Dans la nouvelle donne stratégique, la mer Caspienne suscite désormais un intérêt économique et géopolitique considérable. Conscients des défis politiques à venir dans une zone pivot, entre le monde européen, asiatique et oriental, les Etats-Unis tentent de participer au développement de cette région qu'il considèrent comme primordiale pour la diversification des sources d'approvisionnement en matière première et la sécurité du monde. La Russie tente de maintenir son monopole d'exportation du pétrole et du gaz de la Caspienne et de contrôler son « étranger proche ». Les Etats-Unis et la Russie se livrent indubitablement à un jeu d'influence dans une zone qu'ils considèrent comme vitale pour leurs intérêts.

Mots clés : Etats-Unis / Russie / Caspienne / confrontation / stratégie / énergie / pétrole / Gaz  
/ Asie centrale .

## **SOMMAIRE**

### **PARTIE 1 :**

#### **LE DESENCLAVEMENT DES RESSOURCES DE LA MER CASPIENNE FACE A L'EMERGENCE D'UNE DEMANDE DE PLUS EN PLUS IMPORTANTE**

Répondre aux nouveaux besoins énergétiques

La bataille des chemins d'approvisionnement et d'exportation

Les obstacles au développement de la région

### **PARTIE 2 :**

#### **LES ASPIRATIONS GEOPOLITIQUES DES DEUX EX-PUISSANCES RIVALES DANS LA REGION DE LA MER CASPIENNE**

Le dilemme sécuritaire de la politique russe

Le contrôle d'une zone pivot pour les Etats-Unis par une "stratégie indirecte"

La stratégie d'influence russe et américaine dans la zone par une présence à tout prix

« Enjeux stratégiques de la Mer Caspienne  
vers une confrontation post-guerre froide »

Table des matières

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
<b>1. LE DESENCLAVEMENT DES RESSOURCES DE LA MER CASPIENNE FACE A L'EMERGENCE D'UNE DEMANDE DE PLUS EN PLUS IMPORTANTE.....</b>	<b>3</b>
1.1. Répondre aux nouveaux besoins énergétiques .....	3
1.1.1. <i>Le marché asiatique ; le nouvel Eldorado .....</i>	3
1.1.2. <i>Les pays de l'OTAN et leur dépendance énergétique.....</i>	4
1.1.3. <i>L'importance économique de la région.....</i>	5
1.2. La bataille des chemins d'approvisionnement et d'exportation .....	6
1.2.1. <i>La Russie et son monopole d'évacuation de l'énergie .....</i>	6
1.2.2. <i>Le poids du secteur énergie dans l'économie russe .....</i>	8
1.2.3. <i>Les intérêts économiques des Etats-Unis dans la région .....</i>	9
1.3. Les obstacles au développement de la région .....	12
1.3.1. <i>Le rôle ambigu de Moscou dans la résolution des crises irrédentistes .....</i>	12
1.3.2. <i>Prolifération d'armements et menace islamiste .....</i>	13
1.3.3. <i>Le statut juridique de la Mer Caspienne .....</i>	16
<b>2. LES ASPIRATIONS GEOPOLITIQUES DES DEUX EX-UISSANCES RIVALES DANS LA REGION DE LA MER CASPIENNE .....</b>	<b>18</b>
2.1. Le dilemme sécuritaire de la politique russe.....	18
2.1.1. <i>La politique étrangère russe dans la région de Eltsine à Poutine.....</i>	18
2.1.2. <i>L'antagonisme politico-économique russe.....</i>	20
2.1.3. <i>Les impératifs stratégiques russes.....</i>	21
2.2. Le contrôle d'une zone pivot pour les Etats-Unis par une « stratégie indirecte » .....	23
2.2.1. <i>L'expression géopolitique américaine expliquée par les théories du rimland et du heartland.....</i>	23
2.2.2. <i>Les objectifs politico-stratégiques des gouvernements américains.....</i>	24
2.2.3. <i>Le rôle prépondérant de la Turquie dans cette stratégie indirecte .....</i>	25
2.3. La stratégie d'influence russe et américaine par une présence a tout prix.....	26
2.3.1. <i>Le maintien des bases militaires russes ; une présence nécessaire ?.....</i>	27
2.3.2. <i>Les Etats-Unis privilégient une organisation qu'ils contrôlent, l'OTAN.....</i>	28
2.3.3. <i>Le Partenariat Pour la Paix premier expression des intérêts des Etats-Unis.....</i>	29
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>31</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>33</b>
<b>ANNEXE 1 ; Carte des projets de désenclavement de la mer Caspienne .....</b>	<b>37</b>
<b>ANNEXE 2 ; Carte des projets de statut juridique de la mer Caspienne.....</b>	<b>38</b>

## INTRODUCTION

Dans la nouvelle donne stratégique, certaines régions reléguées à un anonymat relatif par le jeu de la bipolarité suscitent désormais un engouement considérable. Depuis le début des années 1990, la mer Caspienne fait partie de ces régions qui attirent l'intérêt croissant non seulement des industriels avides de participer au développement prometteur de son potentiel économique mais aussi des stratèges conscients des défis politiques à venir dans une zone pivot, entre le monde européen, asiatique et oriental. Cinq pays indépendants l'Azerbaïdjan, la Fédération de Russie, le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Iran se partagent, inégalement, les richesses énergétiques de cette mer fermée.

Certes, aujourd'hui, l'appréciation du potentiel économique de la région demeure extrêmement variable selon les sources d'information. Le spectre des chiffres relatifs au potentiel d'extraction pétrolière et gazier présenté par les experts est, en effet, très large. Quoiqu'il en soit, selon les estimations jugées les plus sérieuses, fournies par les Occidentaux, les pays riverains de la Caspienne détiendraient entre 5 et 15% des réserves mondiales de pétrole et entre 10 et 20% de gaz<sup>1</sup>.

Si le pétrole et le gaz de cette région constituent officiellement le cœur des arguments de la présence des puissances sur place, il semble que les investissements financiers soient également révélateurs des intérêts géopolitiques de chacun. Cette zone prometteuse s'intègre entièrement pour les experts politiques au sein d'une entité géopolitique homogène plus large appelée « l'ellipse Moyen-Orient-Caspienne »<sup>2</sup>. Cette étendue, d'intérêt stratégique, entoure en effet 70% des réserves en pétrole et près de 50% en gaz dans le monde. Celui qui contrôlera cet espace s'assurera indubitablement la maîtrise de matières premières vitales à la vie économique des sociétés les plus développées.

Dans ces régions se joue une partie où les Républiques indépendantes cherchent à prendre certaines distances avec le tuteur d'antan, l'Union soviétique. Ainsi, le pétrole est pour les Etats riverains de la Caspienne un gage économique, pour la rentrée de devises et d'affirmation politique, l'aspiration à une autonomie maximum. Face cette dynamique, la

---

<sup>1</sup> Commission économique, *Rapport de l'assemblée parlementaire de l'OTAN*, 1 septembre 1999, Les enjeux économiques et stratégiques des marchés énergétiques de la mer Caspienne

<sup>2</sup> *The Nixon Center*, 1997, Energy Superbowl ; Strategic Politics and the Persian Gulf and Caspian Basin

Russie tente de maintenir une influence dans son « étranger proche », la Chine et les Etats-Unis essaient d'y affirmer une présence qu'ils jugent stratégique pour leurs intérêts.

En outre, l'environnement dans lequel cette confrontation se joue est très complexe. La Caspienne et le Caucase constituent une région où l'instabilité est endémique. Les frontières, nées de la construction de l'URSS, découpent la région sans prendre en compte les divisions ethniques et religieuses, créant des tensions irrédentistes continues.

A travers ces richesses pétrolières et gazières les deux anciennes « super puissances », Etats-Unis et Russie, s'affronteraient donc pour le contrôle de cette zone clé. L'ancien ministre américain de la Défense, Caspar Weinberger, ne déclarait-il pas « si Moscou réussit à dominer la Caspienne, cette victoire pourrait être plus importante que, pour l'ouest, l'élargissement de l'OTAN ».

Outre l'enjeu énergétique, la géographie de la Caspienne revêt une importance majeure dans l'affirmation d'un rôle de puissance à l'échelle mondiale. La région de la mer Caspienne serait elle devenue le nouveau mur de Berlin où se sont figés les antagonismes Est-Ouest ? Les deux anciennes puissances rivales semblent s'être lancées dans une course au contrôle des espaces stratégiques d'Asie centrale. Appliquant un nouveau « containment » les Etats-Unis voudraient-ils confiner l'ancien empire tsariste dans une « masse euro-asiatique » ? Les Russes dans leur course séculaire aux mers chaudes peuvent-ils encore s'imposer auprès d'un « étranger proche » aux velléités indépendantes ?

Le cœur de l'Asie centrale est devenu depuis le milieu des années quatre vingt dix un carrefour géopolitique, où les intérêts économiques dans un espace menacé d'instabilité se mêlent étroitement aux ambitions et perceptions stratégiques de chacun.

Ainsi, d'une part, nous analyserons la problématique du désenclavement des ressources de la Mer Caspienne qui constitue la préoccupation principale des ambitions économiques des Etats-Unis et de la Russie dans la région et d'autre part étudierons les aspirations géopolitiques des deux ex-puissances rivales dans cette zone stratégique.

---

## **2. LE DESENCLAVEMENT DES RESSOURCES DE LA MER CASPIENNE FACE A L'EMERGENCE D'UNE DEMANDE DE PLUS EN PLUS IMPORTANTE**

Les alliances économiques s'instituent au rythme des équilibres instables des revendications politiques propres et des besoins financiers des pays impliqués dans le désenclavement des richesses, qu'il soit vers l'ouest ou l'est. Les projets de construction de nouvelles voies de communication tendent à anticiper sur une demande croissante en matières fossiles, en particulier celle des pays du sud-est asiatique. Vers l'ouest, la course au monopole des voies de communications européennes revêt, aussi, une importance toute particulière dans le contrôle du marché continental. Néanmoins, encore aujourd'hui, l'instabilité chronique de la région du bassin caspien ralentit considérablement les projets de désenclavement.

### **2.1. Répondre aux nouveaux besoins énergétiques**

La construction des oléoducs et pipe-line acheminant les hydrocarbures d'Asie centrale et de Transcaucasie vers les marchés mondiaux est l'enjeu majeur des ambitions économiques de l'ensemble de protagonistes du théâtre caspien. Cette bataille du désenclavement de la Caspienne implique trois cercles différents de pays, les exportateurs de pétrole et de gaz, les pays par lesquels transitent ces hydrocarbures, et les acteurs extérieurs, principaux investisseurs, qui vont décider des destinations finales des voies de communication<sup>3</sup>. Il s'agit pour ces derniers, en fonction de leur intérêts vitaux, de relier les gisements aux grands centres d'économie mondiale ; les débouchés en mer méditerranée, l'océan Indien, le Golfe Persique et la mer de Chine. Encore aujourd'hui , l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan restent très liés aux infrastructures d'évacuation russes.

#### **2.1.1. Le marché asiatique ; le nouvel Eldorado**

Le centre de gravité économique semble désormais s'orienter vers l'Asie qui est la seule région au monde à maintenir depuis les années 1980 des taux de croissance de plus de cinq et six pour cent par an. Aux quatre dragons, Corée du sud, Taïwan, Hong-Kong et Singapour, ont succédé dans les années quatre vingt, l'Indonésie, la Thaïlande, la Malaisie puis la Chine dans les années quatre vingt dix. En outre, les grands bassins de population en Asie, Chine,

---

<sup>3</sup> BILLION Didier & NIQUET Valérie, *la revue internationale et stratégique*, été 1999, L'Asie centrale un nouveau « grand jeu » ?

Pakistan, Inde, Bangladesh présagent de marchés économiques gigantesques. La croissance exponentielle de la démographie de la population chinoise et des besoins économiques contraindront la Chine à importer des énergies en provenance de la Caspienne. Par ailleurs, la part de plus en plus importantes des flux pétroliers entre le moyen orient et l'Asie, va contraindre les pays de cette région à diversifier leurs sources d'approvisionnement, contrôler l'acheminement. Les spécialistes de la zone estiment qu'entre 1995 et 2010 la demande en énergie fossile fera plus que doubler.<sup>4</sup>

La Chine devient un partenaire important dans la zone. La compagnie nationale chinoise, la China National Petroleum Company (CNPC), a ainsi investi dans l'extraction et l'exportation du pétrole kazakh. La CNPC a de plus conclu en 1997 des accords de construction de deux oléoducs avec le gouvernement du Kazakhstan<sup>5</sup>.

De son côté, le Pakistan en soutenant la prise de pouvoir des Talibans, cherche à contrôler la zone de transit entre l'Asie centrale et l'océan Indien. En effet, l'Afghanistan pourrait servir à court terme de zone de transit pour les oléoducs et gazoducs en provenance du Turkménistan depuis le site principal de Mary et l'Ouzbékistan. Le Pakistan est lui même producteur de gaz et dispose de grandes réserves concentrées dans les régions du Sind et du Pendjab. Cet Etat tente ainsi de s'imposer comme le carrefour de transit qui contrôle l'alimentation en gaz de l'Asie développée à partir d'un port de transit de Gwadar.

### 2.1.2. Les pays de l'OTAN et leur dépendance énergétique

Les Etats membres de l'organisation restent extrêmement dépendant des importations de pétrole du Moyen Orient. Cette dépendance atteindra des niveaux inquiétants d'ici un dizaine d'année. En effet certains projections font état d'un pourcentage de dépendance en moyenne de 55 aujourd'hui, 60 en 2010, et 75 en 2015<sup>6</sup>. La très grande majorité des besoins devrait être satisfaite par une région à haut risque. La diversification des approvisionnement constitue ainsi une préoccupation première pour l'Alliance Atlantique. Le choc de la révolution iranienne est encore profondément inscrit dans les mémoires. A bien des égards la bataille pour la Caspienne constitue une réminiscence de la rivalité d'il y a un siècle entre la Russie et la Grande Bretagne sur les concessions de pétrole en Perse. La Royal Navy cherchait à s'approprier des champs pétroliers dans le sud de la région. En 1999, une douzaine de

<sup>4</sup> Commission économique, Rapport parlementaire de l'OTAN, *op.cit*, page 1

<sup>5</sup> KELLNER Djallili, *Transition vol39*, Page 119-158, Pétrole et gaz de la Caspienne ; entre mythe et réalité

membres de l'OTAN étaient représentés dans les cinq plus grandes firmes impliquées dans l'extraction du pétrole du bassin caspien ; les Etats-Unis, avec Amoco, Exxon , UNOCAL, Conoco, Pennzoil, Chevron, Mobil, la Grande Bretagne, avec British Petroleum, la Norvège, avec Statoil, l'Allemagne, avec Deminex, la Belgique, avec Petrofina, l'Italie, avec Agip.

En outre, les Etats proches de l'OTAN attachent une importance considérable à la création d'un pipe line échappant au contrôle de Moscou. En effet, la Pologne, la Bulgarie , la Roumanie et l'Ukraine cherchent avant tout à couper le cordon ombilical énergétique qui les relie à la Russie. Ils considèrent d'une importance stratégique le fait d'augmenter leur sécurité globale par la diversification de leur approvisionnement en énergie<sup>7</sup>.

### 2.1.3. L'importance économique de la région

Trois républiques d'Asie centrale le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan concentrent les richesses potentielles de la région. En terme de réserves prouvées, une approximation, de l'année 1999, situe les réserves en pétrole entre 50 et 90 milliard de barils, ce qui représenterait environ 5% des réserves mondiales<sup>8</sup>. Selon les même sources, les réserves de gaz naturel prouvées dans la Caspienne sont proches de 5 à 6 % , mais pourrait atteindre 10%. Outre les énergies fossiles, des gisements de métaux précieux, dont l'or, la culture de l'esturgeon et du coton attirent depuis les années 1990 les investisseurs occidentaux séduits par le potentiel de développement de ce nouvel « Eldorado ». Après avoir vécu une nouvelle ruée vers l'or entre 1991 et 1995, la Caspienne semble moins prometteuse tant en terme de réserves potentielles que par les coûts très élevés d'extraction et de transport de ses matières premières. Néanmoins, elle revêt à bien des égards une importance stratégique.

Le Turkménistan possède la troisième réserve prouvée en importance au monde pour le gaz naturel. Par ailleurs, la découverte en juillet 1999 de réserves majeures à Shah Deniz en Azerbaïdjan a considérablement modifié la donne énergétique dans la région. L'Azerbaïdjan aspire désormais à devenir un fournisseur majeur de gaz pour la Turquie, rôle auquel la Russie et le Turkménistan aspirent également.

Le Kazakhstan, qui dispose du plus important gisement de la région, Tenguis, est considéré par les industriels occidentaux comme le nouveau « Koweït de l'Asie centrale ». Ce pays

---

<sup>7</sup> BLANK Stephen, *Strategic Studies Institute*, 1septembre 1998, NATO after Enlargement

<sup>8</sup> *Rapport de l'assemblée parlementaire de l'OTAN*, *op.cit*, page 1, 4

apparaît aussi comme l'un des éléments majeurs de la nouvelle donne énergétique. Ses réserves prouvées seraient de 1,1 Gt de pétrole et de 1,8 Gm<sup>3</sup> de gaz. Le Kazakhstan se place immédiatement derrière la Russie au sein des pays exportateurs d'hydrocarbures de la CEI. Les grandes majors occidentales y ont consenti d'importants investissements. Chevron s'est engagé à hauteur de 20 milliards de dollars sur quarante ans pour la concession de Tenguiuz. British-Gaz et Agip se sont vues confier l'exploitation d'une des plus grosses structures d'extraction d'hydrocarbures du pays, Karatchaganak.

## **2.2. La bataille des chemins d'approvisionnement et d'exportation**

La Russie considère que la mer Noire est le débouché naturel de la Caspienne. Ainsi, ce pays mise sur le port de Novorossiisk pour se projeter dans la méditerranée par les Balkans (Bulgarie et Grèce, voire Albanie). Les Turcs et Américains souhaiteraient quant à eux utiliser la façade maritime de la Géorgie puis contrôler le transit par le Bosphore ou par le plateau anatolien. Vers l'est, les deux ex-super puissances misent sur de grand projet de communication vers la mer de Chine et l'océan indien.

En remarque liminaire, il semble nécessaire de comprendre les différences techniques fondamentales entre gazoducs et oléoducs. En effet, elles ont une incidence directe sur l'expression des politiques de chacun. Les oléoducs peuvent fournir du pétrole directement aux raffineries et aux centres de chargement pétroliers qui l'acheminent vers une destination lointaines. Les gazoducs doivent quant à eux acheminer le gaz naturel directement vers leur destination finale. Il n'y a pas de rupture de charge. Ainsi, il n'existe pas de marché mondial pour le gaz mais uniquement des marchés régionaux.

### **2.2.1. La Russie et son monopole d'évacuation de l'énergie**

Actuellement, la « réalité de l'exportation » des hydrocarbures est très certainement russe. Le gouvernement russe s'attache désormais à proposer un projet de transit du pétrole azéri concurrentiel de celui passant par Bakou-Ceylan, cité ci-dessous. Deux approches sont actuellement prises en compte un projet évitant la Tchétchénie par le nord vers le port de la mer Noire de Novorossiisk, l'autre au travers du Daghestan soutenu par le gouvernement Poutine.

Néanmoins, la première priorité du gouvernement russe a été de contourner le territoire tchéchène. Si ce pays a été le point de jonction de l'oléoduc de Bakou, de ceux du Kazakhstan et du Turkménistan, la destruction de la gare d'oléoduc pousse Moscou à faire transiter le pétrole vers le Daghestan en contournant la Tchétchénie par l'Ossétie du nord. Dans ce jeu, le Kazakhstan est très certainement le principal point d'appui russe dans la région Caspienne. Politiquement, ce pays est resté fidèle à Moscou et admet mal les orientations pro-américaines de ses voisins, l'Azerbaïdjan et l'Ouzbékistan. Du point de vue économique, il utilise le réseau russe en direction de la Caspienne, Samara et Astrakhan.

Le pétrole et le gaz n'ont aucune valeur sans moyen d'acheminement de type pipe-line vers la haute mer ou gazoduc. A l'heure actuelle, le pétrole est acheminé par deux petits oléoducs qui aboutissent au port russe de Novorossisk et au port géorgien de Suspa, situés en mer Noire. Or de nombreux Etats souhaitent disposer de réseaux de pipe-lines indépendants du système russe. En effet, certains responsables russes utilisent cet avantage pour imposer leurs conditions commerciales. Ainsi, la Russie a octroyé au Turkménistan l'accès à ses gazoducs à la condition que celui ci réserve ses ventes au Etats de la CEI en faillite.

Après avoir longtemps menacé l'Azerbaïdjan de sanction financières, Moscou tente, désormais, de convaincre les responsables industriels de ce pays de continuer à utiliser le pipe-line de Novorossisk. Le 15 juillet 2000, la compagnie russe Transneft a organisé une rencontre avec la plupart des grosses entreprises pétrolières azéries afin de leur proposer un accord de transit à coût minimal de leur matière première par la voie russe. En mars dernier la compagnie Transneft a investi 140 million de dollars pour la construction de 300 kilomètres de pipe-line évitant le territoire tchéchène.

Afin de ne pas s'exclure des projets de communication vers la Turquie, la Russie participe au Blue Stream Project qui prévoit la construction d'un oléoduc sous-marin traversant la mer Noire, reliant les champs gaziers du Turkménistan et la Turquie. La société Gazprom associée avec le groupe italien AGIP serait le principal actionnaire de ce programme très ambitieux.

Mais surtout, le désenclavement des produits énergétiques de la mer Caspienne est partie prenante d'une problématique de routes de communication beaucoup plus large. En effet, le gouvernement russe se lance dans la construction d'infrastructures visant à éviter les pays à risques ou jugés trop pro-américains. Ainsi, un réseau de pipeline et d'oléoduc, le Baltic

Pipeline System, en cours de construction évitera l'Ukraine et les pays baltes. La construction d'un terminal pétrolier dans le golfe de Finlande près de Saint- Pétersbourg en avril 2000, évitant les territoires des pays baltes, permet au gouvernement russe de bénéficier d'une grande indépendance et d'exercer à tout moment certaines pressions sur ces pays riverains du nord.

Enfin, vers l'est, le gouvernement russe s'implique volontairement dans les projets de désenclavement vers l'Asie. Aussi, a-t-il été partie prenante dans un accord officiel prévoyant la réalisation d'un projet de pipeline reliant le Kazakhstan et la Chine. Il devrait relié le gisement d'Aktyubinsk au Kazakhstan et la province de Xinjiang en Chine. Il pourrait être étendu au Turkménistan et à l'Ouzbékistan.

L'implication du gouvernement russe dans la problématique énergétique s'explique en partie par le poids prépondérant de son secteur énergie dans la prise de décision.

### 2.2.2. Le poids du secteur énergie dans l'économie russe

Le secteur énergie joue un rôle considérable dans l'économie et la vie politique en Russie. Le consortium GAZPROM, qui produit plus de 90% du gaz du pays, est la plus riche compagnie du pays et la plus importante source de devises pour l'Etat. Son poids est tel qu'un expert occidental a affirmé : « Gazprom et l'ensemble du secteur de l'énergie subventionnent le reste de l'économie »<sup>9</sup>. Les structures de la multinationale dominante sur le marché russe sont issues de l'ancien Ministère soviétique du gaz. Ces dernières restent extrêmement liées au pouvoir russe. En Russie, Gazprom est un Etat dans l'Etat, premier employeur, premier pourvoyeur de devise et premier contribuable du pays<sup>10</sup>. En outre, le groupe a récemment investi dans la communication, en rentrant dans le capital des principaux médias russes, le quotidien Kommoloskaïa Pravda, la chaîne privée NTV... Cette entreprise réalise de très substantiel bénéfice en Europe qui équilibrent les pertes du marché intérieur. Les industriels de l'énergie russes veulent à la fois garantir des intérêts stables à l'exportation et jouir de leur présence prépondérante sur le marché national russe qui les avantages considérablement part rapport à leur concurrents. En outre, la Russie n'entend pas perdre des marchés en pleine expansion en Turquie et en Europe au profit de nouveaux producteurs de la Caspienne. Aussi, il est peu probable que l'intérêt économique russe dans la région faiblisse tant la part des

---

<sup>9</sup> Rapport de l'assemblée parlementaire de l'OTAN , 1 septembre 1999, *op.cit*, page 1, 4, 5

<sup>10</sup> L'HEBDO, 9 janvier 1990

revenus du secteur énergétique russe est prépondérante dans sa survie économique et politique.

Les capacités d'exportation en pétrole lui offrent une liberté d'action évidente. La récente hausse des prix du pétrole a par ailleurs donné à Moscou un grande opportunité pour soutenir de façon autonome des projets de politique intérieurs et extérieure. Bon nombre d'observateurs étrangers ont noté que le gouvernement Poutine avait réussi à financer la guerre en Tchétchénie grâce à cette hausse. Certains caciques proche de monsieur Poutine ont estimé que les revenus d'exportation pétrolière leur permettrait à terme de rembourser l'ensemble de la dette russe contractée auprès de l'occident.

Enfin l'alignement derrière certains pays de l'OPEP, opposé à l'augmentation de la production du pétrole en avril dernier montre, à quel point la Russie devient sensible aux intérêts politiques et financiers des augmentations du prix des matières premières. Les pays occidentaux avaient, quant à eux, unanimement exigé un accroissement de la production afin de favoriser une baisse des prix.

### 2.2.3. Les intérêts économiques des Etats-Unis dans la région

Compte tenu de l'éloignement géographique des Etats-Unis, il est vraisemblable que les américains ne bénéficieront pas directement des produits énergétiques de la mer Caspienne. Néanmoins, le pétrole constitue indubitablement un de leurs centres de préoccupations majeurs. D'un point de vue strictement économique, ils considèrent qu'aucune nation ne doit monopoliser l'exportation des ressources caucasiennes<sup>11</sup>. En outre, en tant qu'importateur, une exploitation des gisements de cette région diversifiant l'approvisionnement des occidentaux pourrait conduire à une baisse des cours favorable à leur croissance. En outre, les Etats-Unis se considèrent, surtout, comme le garant international des accès et approvisionnements en pétrole. Aussi, s'estiment-ils naturellement et légitimement en droit de s'impliquer dans cette région. Les compagnies américaines se sont investies dans de grands consortiums en vue de participer à la mise valeur des gisements de la Caspienne. Ces dernières sont déjà très implantées au Kazakhstan et Azerbaïdjan. Cette implication très

---

<sup>11</sup> CHETERIAN Vicken, *le monde diplomatique*, octobre 1997, Face à face américano-russe autour de la Caspienne / « Grand jeu » pétrolier en Transcaucasie

notable des multinationales américaines<sup>12</sup>, à l'instar d'Amoco Corporation en Azerbaïdjan, constitue assurément un levier de poids pour le gouvernement américain.

Les « majors », grandes compagnies pétrolières américaines, ont traditionnellement considérablement influencé les gouvernements successifs américains. L'industrie pétrolière américaine constitue une des plus importantes forces de pression sur les autorités du pays. Ce poids dans la prise de décision en matière de politique américaine augmentera vraisemblablement dans la mesure où l'entourage de M Bush est directement lié à ses consortiums. Ainsi, la nomination de Dick Cheney comme vice-président de Mr Bush renforce cette tendance<sup>13</sup>. En 1995, deux ans après sa démission du poste de Secrétaire à la Défense, il fut nommé président directeur général de la société Halliburton à Dallas, numéro un mondial de l'ingénierie, du bâtiment et des services relatifs aux champs pétroliers. Cette société s'est imposée dans le bassin caspien, notamment en Azerbaïdjan en offrant des services d'ingénierie au plus grand gisement offshore connu, Guneshi Chirag et de forage au Kazakstan. En outre, les majors furent les principaux bailleurs de fonds de l'élection du nouveau président des Etats-Unis<sup>14</sup>.

Le problème majeur pour le gouvernement américain est de réussir à coordonner une distribution équitable des ressources et moyens d'évacuation entre les deux grandes sphères d'influence régionale le Russie et la Turquie. Jouant son rôle historique, le gouvernement américain veut s'imposer comme le garant de la sécurisation des accès internationaux aux carburants et faire bénéficier ses compagnies de la manne pétrolière.

Dans ce contexte, le projet Bakou-Ceyhan s'inscrit durablement dans la création d'un nouvel axe de communication énergétique mondial visant à casser le monopole russe. A l'occasion d'un sommet de l'Organisation pour la sécurité et la Coopération en Europe, la Turquie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie ont conclu un accord que la Russie considère comme une atteinte à ses réserves énergétiques<sup>15</sup>. En effet ce traité, conclu à l'instigation de Washington, en présence du président Clinton, prévoit la construction d'un oléoduc pétrolier de 1730 KM de long, partant de la capitale azérie Bakou, traversant la Géorgie pour aboutir sur la côte méditerranéenne de la Turquie. Les consortiums BP, Amoco, Chevron, Texaco et Mobil

---

<sup>12</sup> *Commission économique*, Rapport parlementaire de l'OTAN, 1 septembre 1999, *op.cit*, page 1, 4, 5, 8

<sup>13</sup> *Conflict Studies Center*, Dick Cheney et sa politique du pétrole

<sup>14</sup> *Ibid.*

financeront cet oléoduc à hauteur de 2,4 milliards de dollars. Le premier approvisionnement pourrait être concrétisé en 2004. A court terme l'objectif central des Etats-Unis est de promouvoir ce pipe-line, le Main Export Pipe-line (MEP)<sup>16</sup>. Le MEP reliera le terminal pétrolier d'Azerbaïdjan Bakou du port turc de Ceyhan en méditerranée en transportant plus d'un million de barils par jour. Mais la plus grande valeur stratégique de ce nouveau chemin d'approvisionnement réside assurément dans la capacité de ce port en eau profonde à accueillir des super tankers de 300.000 tonnes. Ce projet permettra ainsi de soulager le trafic courant passant par le détroit du Bosphore.

Le projet pourrait comporter de surcroît un autre volet que celui du transit pétrolier. En effet, le gouvernement américain a planifié la construction d'un oléoduc à proximité immédiate du MEP. Ce nouveau programme permettrait non seulement de concurrencer l'infrastructure de transit gazier russe mais aussi de rentabiliser au mieux l'investissement initial de 2,5 milliard de dollars injecté dans la construction du pipe-line Bakou-Ceyhan. Enfin, le gouvernement américain a pris certaines assurances auprès des Etats partenaires, l'Azerbaïdjan et la Turquie afin de le rentabiliser le plus rapidement possible.

Ce nouvel axe de communication soutenu par les Américains et les Turques est indubitablement devenu le dispositif central de la politique des Etats-Unis dans la région pour le siècle à venir. Ce projet conforte à la fois le rôle géopolitique de la Turquie et libère les Etats indépendants riverains de la Caspienne du lien exclusif avec la Russie et exclut l'Iran de la course au désenclavement.

Vers l'est les Etats-Unis s'impliquent dans des projets proposant de relier la Caspienne au Pakistan, évitant par la même l'Inde. Ainsi, le président turkmène Nyazov a signé en juillet 1997 un accord avec le consortium CENTGAZ dirigé par la société américaine UNOCAL prévoyant la construction d'un oléoduc de 15000 KM entre Dovletsabadskoye et Multan, via l'Afghanistan. Rejeté par la très grande majorité des républiques d'Asie centrale, le Pakistan se cherche une profondeur stratégique vis à vis de l'Inde. Il a pour l'heure obtenu peu de résultats dans la région.

---

<sup>15</sup> WOJCIECHOWSKI Marcin, *Courrier international*, 15 juin 2000, Le pétrole de la Caspienne, où comment contourner la Russie

<sup>16</sup> Cf annexe 1, *carte des projets de pipe-line russes*

Si les projets de construction de pipe-line et gazoduc sont nombreux, les investissements décisifs qui permettront de les finaliser tardent à arriver. En effet, les conflits récurrents dans la région et l'incertitude sur le statut juridique de la Mer Caspienne rend difficile toute prospective économique. Ces crises dans la zone servent indéniablement de terrain de confrontation des deux puissances rivales.

### **2.3. Les obstacles au développement de la région**

Alors que les Etats-Unis commençaient à se rapprocher des républiques les plus riches de la Caspienne, le soutien à certaines minorités ethniques a permis à Moscou de maintenir un poids prépondérant dans la gestion collective des conflits larvés.

La Russie veut, en effet, éviter à tout prix que la Géorgie ne se tourne définitivement vers l'occident. Un retour dans le giron russe, confédération des peuples du Caucase, offrirait un débouché supplémentaire sur la mer Noire. Le soutien prioritaire des Etats-Unis va au Kazakhstan et à la Géorgie pour stabiliser la zone<sup>17</sup>.

#### **2.3.1. Le rôle ambigu de Moscou dans la résolution des crises irrédentistes**

La guerre Azerbaïdjan-Arménie est à ce titre exemplaire du combat à distance que ce livre américains et russes dans la zone. Le conflit du haut Karabakh, enclave arménienne au cœur de l'Azerbaïdjan, entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan est utilisé par Moscou afin de pousser Bakou à plus de neutralité politique. Les autorités russes soutiennent activement l'ethnie arménienne dans le conflit du Haut-Karabakh. L'affrontement entre Azéris et Arméniens a pour objectif le contrôle de la province du Haut-Karabakh. Les Azéris revendiquent leur origine au travers de la rencontre des Albans, peuple du Caucase, et des tribus turcophones venues d'Asie centrale. Le Haut-Karabakh espace politique des Albans aurait au 19<sup>e</sup> siècle été conquis par les Arméniens. La rivalité avec le gouvernement séculier d'Azerbaïdjan s'appuie sur des motifs religieux, la plupart des azéris sont en effet des musulmans Chiites. Le pouvoir de Bakou désireux de contrer Moscou s'est sensiblement rapproché de la Turquie au niveau politique, économique et culturel (turcophone)<sup>18</sup>.

D'autres conflits non résolus entretiennent ce jeu que se livrent indirectement les deux ex-superpuissances. Le Tadjikistan est secoué par une lutte ethnique entre les Khodandjis

soutenus par Washington et les Koulabis par Moscou<sup>19</sup>. De même, l'Abkhazie est une république autoproclamée en 1992 au nord de la Géorgie. Le pouvoir abkhaze s'appuie traditionnellement sur la Russie contre la Géorgie. Ce conflit ferme la principale route de passage entre la Russie et la Géorgie condamnant par la même le tourisme dans cette région.

La crise abkhase est un des leviers utilisé par Moscou pour contraindre Tbilissi à ne pas se tourner définitivement vers l'occident. Enfin, la crise Ossètes, descendants d'un peuple iranien, constitue un des moyens pour déstabiliser la Géorgie. Les Ossètes vivent de part et d'autre du Caucase. Les Ossètes du sud orthodoxes sont installés en Géorgie et craignent un asservissement complet aux Géorgiens. S'appuyant sur Moscou, ils se sont affrontés aux troupes de Tbilissi. Ils revendiquent leur rattachement aux Ossètes du nord.

La dynamique de sécurisation de la région est toute fois motivée différemment selon les protagonistes Russes ou Américains.

### 2.3.2. Prolifération d'armements et menace islamiste

Pour ces derniers, elle représente très certainement l'aspect le plus notable de la politique américaine dans la région. Cette dernière est motivée par un des ses engagements majeurs dans la stabilisation du monde, la lutte contre la prolifération, le trafic d'armes et la drogue. En effet, le contrôle de la prolifération des armes et matières fissibles dans l'espace euro-asiatique est devenu une problématique centrale de la politique de contre-prolifération des Etats-Unis et de l'OTAN. De plus, le trafic de drogue depuis l'Afghanistan, l'Iran et les pays de la Caspienne, dont en particulier la Géorgie minée par les mafias locales, préoccupe fortement les autorités Américaines. Plusieurs routes de transit de l'opium ont été clairement identifiées, une passant par l'Azerbaïdjan vers la Géorgie, l'autre de la Russie à l'Abkhazie, de l'Azerbaïdjan à la Turquie en passant par l'Iran...<sup>20</sup>

Le soutien de la plupart des institutions américaines pour la mise en place d'une politique de sécurisation de la région Caspienne est frappant. Ainsi, à la demande du Congrès, le Département d'Etat américain a formalisé un document détaillé relatif aux intérêts nationaux

---

<sup>17</sup> BILLION Didier & NIQUET Valérie, *La revue internationale et stratégique*, *op.cit.*, page 3

<sup>18</sup> DULAIT & THUAL, *La nouvelle Caspienne : Les enjeux post soviétiques*, Paris, Ellipse, 1998

<sup>19</sup> DUMORA Christelle, mémoire IHEDN 1998, *La mer Caspienne ; une nouvelle donne géopolitique et géostratégique à l'aube du XXI siècle*

<sup>20</sup> *Géopolitique des drogues 1995, Géopolitique de la Mer Noire Turquie et pays de l'est*, Karthala, 2000

dans cette région destiné à l'ensemble des décideurs de la politique américaine. Très désireux de voir les Etats-Unis s'impliquer plus fortement dans cette région des membres du Congrès de toutes tendances politiques tentent de pousser les entreprises américaines à investir dans cette nouvelle zone stratégique. Aussi, le sénateur Sam Brownback, directeur de la commission relations internationales du sous-comité Politique Economique Internationale a présenté le « Silk Road Strategy Act » dont le but est de proposer un plan de stabilisation de la région en appelant à promouvoir des aides financières, techniques, militaires et économiques à l'Azerbaïdjan et autres pays de la région<sup>21</sup>. Cette législation exprime clairement une politique visant à arrêter les actions de déstabilisation de la Russie et de l'Iran dans l'ensemble du Caucase. Par ailleurs, le gouvernement a créé un groupe de travail transverse sur la problématique énergétique en Caspienne directement piloté par le National Security Council (NSC) qui se réunit plus d'une fois par mois.

La coopération militaire vise globalement à plusieurs objectifs ; rattacher la zone à des structures de sécurité occidentales, montrer la puissance américaine, restreindre l'influence de la Russie, et s'assurer sur place la capacité de défense des intérêts énergétiques américains. Enfin, le Pentagone a redistribué le commandement militaire de régions qui étaient sous responsabilité de l'ex-URSS. L'Asie centrale incombe désormais au Central Command américain. En outre, les Etats-Unis par le Département de la Défense et de l'Energie ont été désignés pour mettre en œuvre le programme Safe and Secure Dismantling (SSD) des armes nucléaires. En effet, une part importante de l'infrastructure nucléaire ex-soviétique se trouve autour de la Caspienne ; réacteur nucléaire en Arménie et Géorgie, centres de recherche sensibles en Abkhazie, mine d'uranium... Certaines quantités d'uranium enrichi ont été formellement identifiées en Géorgie, Kazakhstan, Ouzbékistan et Ukraine. La contrebande d'éléments de missiles balistiques et de combustible nucléaire a souvent été évoquée dans les médias américains<sup>22</sup>. Ainsi, le Département américain a proposé en 1998 au gouvernement géorgien 1,3 million de dollars de matériel et équipement afin de lutter efficacement contre les problèmes de prolifération. En outre, des actions militaires américaines ponctuelles ont été menées en République de Géorgie et au Kazakhstan visant à récupérer certains volumes d'uranium enrichi.

---

<sup>21</sup> BLANK Stephen, *Strategic Studies Institute, op.cit*, page 5

<sup>22</sup> DUMORA Christelle, mémoire IHEDN 1998, *op.cit*, page 13

Pour sa part, le gouvernement russe légitime ses activités sécuritaires par la possible contagion islamiste qui pourrait atteindre son territoire<sup>23</sup>. C'est en Asie centrale que se concentre la majorité des populations islamiques de l'ex-URSS. Par ailleurs les musulmans russes représentent environ 13% de la population de la Russie et sont concentrés en particulier au sud du pays. Ces communautés occupent l'espace divisé artificiellement par l'ex-Union Soviétique en cinq républiques. Elles relèvent principalement de deux grandes familles linguistiques très différentes, l'une indo-européenne, les iranophones, les Tadjiks (sunnites), l'autre altaïque les turcophones, majoritaires dans les quatre autres républiques. Comme beaucoup d'autres parties du monde, les républiques subissent des difficultés économiques importantes et font face à une démographie galopante, créant un environnement social propice au prosélytisme religieux. Cependant, la diversité d'adhésion et de perception de l'islam de ces populations restent le meilleur gage de protection pour toute tentative de développement d'un courant panislamiste extrémiste. L'islamisme radical est peu représenté en Asie centrale sauf dans certaines régions d'Ouzbékistan et du Tadjikistan. Actuellement la renaissance de l'Islam dans la région depuis l'indépendance des républiques d'Asie centrale revêt essentiellement un caractère culturel.

Deux Etats semblent vouloir jouer un rôle prépondérant dans l'avènement d'un islam en Asie centrale, le Pakistan et l'Arabie Saoudite. Néanmoins le Pakistan en soutenant la guérilla tadjike a poussé ces pays à compter davantage sur Moscou pour leur sécurité. Le prosélytisme islamiste inquiète la Russie, traumatisée par la guerre d'Afghanistan et de Tchétchénie, qui redoute une contagion difficilement contrôlable et l'ensemble des républiques indépendantes de la région qui craignent une déstabilisation sur le plan interne.

Les gouvernements des républiques prennent les devants et se lancent sans nuance dans la répression active des extrémistes religieux. L'identité des Etats d'Asie centrale se construit plus autour de revendication nationale que religieuses. En 1994 a été créée l'Union d'Asie Centrale, regroupant Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan et Tadjikistan dont le dernier sommet en 1998 a dénoncé publiquement le soutien de ces deux pays étrangers aux extrémistes religieux. Enfin, la Russie et l'Ouzbékistan pilotent la quasi totalité des pactes de sécurité et les sommets « anti-islamistes ».

---

<sup>23</sup> BILLION Didier & NIQUET Valérie, La revue internationale et stratégique, *op.cit*, page 3, 13

Quoi qu'il en soit, les ambitions économiques des différentes parties prenantes se heurtent principalement au statu quo concernant le statut juridique de la Mer Caspienne.

### 2.3.3. Le statut juridique de la Mer Caspienne

Ce statut de la mer Caspienne a été fixé par les accords de 1921 et 1940 conclus entre l'Iran et la Russie et qui repose sur un juste équilibre historique des deux puissances. L'émergence de trois Etats indépendants a indiscutablement modifié cet harmonie juridique. L'URSS a longtemps refusé de reconnaître l'idée d'une division par secteurs nationaux et préconise une exploitation commune afin de barrer la route aux compagnies occidentales.

Trois options sont actuellement défendues par les différents protagonistes<sup>24</sup>. La première considère que seuls les accords mentionnés supra sont en vigueur et que ces traités s'imposent aux Etats successeurs de l'ancienne URSS, en vertu des règles internationales relatives à la succession d'Etats. La mer Caspienne serait ainsi juridiquement un lac qui autorise un partage des fonds entre les cinq riverains sur la base du statu quo actuel. Cette thèse est défendue par la Russie et l'Iran qui ne disposent que d'un littoral réduit sans grandes réserves. Réfutant la validité des accords russo-persans, les trois autres Etats s'appuient sur le principe juridique de l'*uti possidetis*. Pour sa part, l'Azerbaïdjan milite, en faveur de la thèse de mer ouverte avec l'application de la Convention de Montégo Bay sur l'utilisation des eaux territoriales et la mise en place de Zones Economiques d'Exploitation et d'un espace commun pour le reste. Bakou contrôlerait alors les plus grandes réserves. Le Kazakhstan propose une division en zones à partir d'une ligne médiane établie au milieu de la mer Caspienne pour le partage des fonds marins. Les problèmes de navigation et d'écologie feraient, quant à eux, l'objet d'un traitement commun. De plus, évoquant les accords administratifs de 1970 signés dans le cadre de l'URSS, fixant le partage de eaux entre les quatre républiques fédérales, ces dernières considèrent que l'internationalisation des frontières terrestres lors de l'indépendance a pour corollaire celle des frontières maritimes.

L'incertitude sur le statut définitif de la mer Caspienne montre qu'outre, l'enjeu énergétique, la géographie de la Caspienne revêt une importance majeure dans l'affirmation d'un rôle de puissance à l'échelle mondiale. La zone représente assurément un espace de transition entre

---

<sup>24</sup> Cf annexe 2, *carte des projets de statut de la Mer Caspienne*

l'Europe, l'Asie et le Moyen-Orient. Ainsi, les États-Unis et la Russie tentent d'affirmer des aspirations géopolitiques afin de contrôler cet espace vital pour leur sécurité et leur ambition économique.

### **3. LES ASPIRATIONS GEOPOLITQUES DES DEUX EX- PUISSANCES RIVALES DANS LA REGION DE LA MER CASPIENNE**

Plus que jamais, la région de la Caspienne émerge non seulement comme une composante potentiellement critique de la sécurité énergétique de l'occident, mais aussi un pivot central, équilibre des puissances, entre l'espace euro-asiatique, l'Asie et le Moyen Orient. Pour Moscou, confrontée aux visées « expansionnistes de l'OTAN », la région constitue à la fois une porte du proche orient et une protection contre la propagation de l'influence occidentale ou turque vers ses frontières méridionales. Etats-Unis et Russie s'affrontent indirectement pour le contrôle d'un espace qu'ils estiment critiques à bien des égards.

#### **3.1. Le dilemme sécuritaire de la politique russe**

La perception russe de la problématique politique sur la région a considérablement oscillé depuis 1991. En effet, elle repose à la fois sur un dilemme politico-économique, sur ses ambitions historiques, et son rapprochement notable avec l'Iran.

##### 3.1.1. La politique étrangère russe dans la région de Eltsine à Poutine

Depuis la création de la Communauté des Etats Indépendants en décembre 1991 la Fédération de Russie n'a cessé de perdre de son influence dans la région de la mer Caspienne<sup>25</sup>. Le gouvernement Eltsine préoccupé par l'écroulement de l'Ex-URSS a tout d'abord donné une orientation pro-occidentale à la politique étrangère russe. Jusqu'à la fin de l'année 1993, l'Asie centrale était considérée par les caciques russes comme une zone de second, voire de troisième, intérêt pour la Russie. Ils ne croyaient pas dans la capacité des pays de la région à se moderniser et à s'assurer un développement démocratique durable. En outre, le déclin<sup>26</sup> de la Russie dans la région fut sans conteste accéléré par la priorité donnée à une implication militaire très coûteuse dans la région au détriment d'investissements économiques raisonnés.

Cependant, cette politique tournée vers l'ouest, menée par Andreï Kozyrev, ministre de Affaires étrangères et les réformateurs du gouvernement Gaïdar va être remise en cause par

<sup>25</sup> BILLON Didier & NIQUET Valérie, *La revue internationale et stratégique*, op.cit, page 3, 13, 15

<sup>26</sup> de TINGUY Anne, *La revue internationale et stratégique*, été 1999 ; l'Asie centrale un nouveau « grand jeu » ?

certaines groupes de pression, composés principalement des industriels impliqués dans la région de la Caspienne et les partis d'obédience communiste et nationaliste. Ces lobbies seront, dès le mois d'octobre de l'année 1993, rejoints par les ministres de la Défense, de l'Intérieur et des renseignements ainsi que la Conseil de Sécurité Nationale. Ces membres influents de la politique russe ont alors officiellement exprimé la nécessité d'une autre politique dans le Caucase. Enfin, les groupes ultra-nationalistes réaffirmèrent publiquement la nécessité pour la Russie d'aspirer, à nouveau, à son hégémonie sur la scène internationale. Constatant l'échec de leur politique étrangère unidirectionnelle, inquiet du succès du parti ultra-nationaliste de Vladimir Zhirinovskiy et de la poussée nationaliste au cours des élections de décembre de cette même année, les principaux décideurs russes changèrent leur rhétorique en matière de politique étrangère et sécuritaire<sup>27</sup>. Une approche de réintégration de l'espace euro-asiatique sera, ainsi, de nouveau formalisée dans les documents officiels russes.

Aujourd'hui, la Russie reste certes un interlocuteur privilégié néanmoins, elle a perdu sa position dominante, incontournable dans la zone. L'Iran, la Chine et la Turquie sont devenues des partenaires tout aussi importants. Les Etats-Unis et les occidentaux profitant de la décomposition soudaine de l'ex-empire soviétique se précipitèrent dans une région qui leur était jusque là inaccessible.

Enfin, dès 1999, conscient des enjeux qui se dessinent, le gouvernement Poutine durcira considérablement sa politique économique et sécuritaire dans la zone. Ainsi, en janvier dernier, le ministre de Affaires étrangères russe, Igor Ivanov déclarait devant le parlement de Strasbourg que « la Russie n'admettrait jamais la division du Caucase en zone d'influence et avertissait que tous les efforts pour remplacer son pays en tant qu'acteur dans la région serait voué à l'échec ». En choisissant de se rendre pour ses premières visites au Kazakhstan, M Poutine a montré très clairement sa volonté de retrouver une influence notable dans la région.

La Russie cherche traditionnellement à se positionner comme un pont entre l'Asie et l'Europe. La justification géopolitique russe s'affirme essentiellement à travers sa volonté de revendiquer une culture propre, qui ne soit pas dérivée de celle de l'Europe ou de l'Asie,

---

<sup>27</sup> *Courier International*, 6 avril 2000, Les menaçantes ambitions régionales de la Russie,

exprimée dans la doctrine « eurasianiste »<sup>28</sup>. Sa politique dans la région vise ainsi à recréer la « Silk Road »<sup>29</sup> anglaise du siècle dernier.

### 3.1.2. L'antagonisme politico-économique russe

Quoiqu'il en soit, la Russie de Poutine doit résoudre un profond dilemme ; l'ancien Empire est encore économiquement trop fragile pour assurer seul le développement du potentiel de la Caspienne. En outre, actuellement trop faible politiquement sur l'échiquier international il ne peut s'imposer comme unique interlocuteur dans le bassin caspien.

Néanmoins, Moscou craint la perte de ses marchés et de ses sources d'approvisionnement et l'influence politique qui accompagne les transferts de capitaux et de technologie. Or, les capitaux étrangers lui sont nécessaires pour contribuer à l'essor de la région. Ainsi, il s'agit bien pour le gouvernement en place de mettre en œuvre une politique régionale conciliant les impératifs économiques. Aussi, ce dernier tend à forcer les Etats à exporter les hydrocarbures par les pipe-lines russes et à s'assurer que les compagnies russes soient parties prenantes des accords d'exportation. En outre, l'administration russe exige de convertir sous forme de parts dans les entreprises, le paiement des dettes contractées par de ses anciennes républiques, avant l'éclatement de l'URSS. En effet, le gouvernement russe tente de maintenir par tous les moyens de dépendance des pays de la CEI par le contrôle de l'approvisionnement des énergies fossiles. La Russie utilise son quasi-monopole en matière d'exportation d'énergie afin de maintenir certains pays au sein de la CEI dans son giron. Elle reste le principal producteur de pétrole et de gaz de cette organisation régionale et dispose sur son territoire des infrastructures de transit du pétrole en provenance du Kazakhstan ou du Turkménistan vers l'Ukraine et la Géorgie. Ainsi, par exemple, Kiev en 1998 a importé environ 90% de son pétrole et 80% de son gaz de la Russie. Des exportations directes de la mer Caspienne vers ces pays où d'autres membres de la CEI diminuerait considérablement leur dépendance.

Enfin, il s'agit bien pour les industriels russes du gaz et du pétrole, très liés à des groupes politiques influents, d'exploiter au mieux le fait que l'infrastructure d'approvisionnement partant de la Caspienne soit principalement déployée vers l'ex-Union soviétique. Cette situation d'exclusivité leur permet encore pour le moment de contrôler leurs concurrents.

---

<sup>28</sup> *La revue internationale et stratégique*, été 1999 ; l'Asie centrale un nouveau « grand jeu » ?

### 3.1.3. Les impératifs stratégiques russes

Par ailleurs, pour la Russie, le Caucase est perçu comme un flanc sud à consolider<sup>30</sup>. Cette zone préoccupe profondément le pouvoir russe pour quatre raisons majeures. Premièrement, l'accès à la mer doit être consolidé. Le port de Novorossik est le seul accès à la mer Noire et il arrive à saturation de trafic. Les ports géorgiens de Poti, Soukhoumi et Batoumi relient le port russe de Sotchi et offrent ainsi de nouveaux débouchés. Deuxièmement, la sécurisation des frontières entre la Russie, la Turquie et l'Iran, doit être renforcée. Troisièmement, compte tenu de la localisation de cette aire où se mêlent différentes religions, véritable zone de contact entre chrétiens et musulmans, la contagion islamique qui touche l'Afghanistan doit être jugulée. Quatrièmement, la course pour l'extraction des énergies fossiles et le désenclavement économique de ce qui est considéré comme la deuxième réserve mondiale doit être gagnée.

Moscou dispose d'un atout maître, le poids du passé. La russification des sociétés caspiennes est encore quoi qu'on en dise encore très prégnante. Les populations russes et russophones demeurent un lien privilégié avec les pays de la région. Certes, le maintien de minorités russes sur place préoccupe les autorités russes. Si entre 1989 et 1997 les départs massifs de ces populations, 3,5 millions, ont fortement inquiété les autorités russes, depuis ils semblent se fortement diminuer. Par ailleurs, l'affirmation de la présence russe dans la région de la Caspienne renforce l'expression du renouveau identitaire de la société russe en mal de reconnaissance. Depuis deux cents ans, le Caucase est partie intégrante de l'empire russe. L'enjeu caspien pour la Russie dépasse largement la simple exploitation des richesses. Il en va de son avenir de puissance régionale, voire mondiale et de positionnement dans l'émergence économique de l'Asie.

Ainsi, l'ancien empire soviétique cherche de nouveau partenariat stratégique régional. Dans ce cadre, un rapprochement avec l'Iran semble se dessiner.

---

<sup>29</sup> Silk Road ; route de la soie, ensemble des voies de communication établies entre la Chine de la Mésopotamie au premier siècle avant J-C. Au début du 19<sup>e</sup> siècle, ces accès prirent une importance stratégique dans la lutte que se livrèrent Russes et Anglais pour le contrôle de l'Asie centrale.

<sup>30</sup> Roy Allison & Christopher Bluth, *Royal Institute Of International Affairs*, 1998, Security Dilemmas in Russia and Eurasia

Il paraît encore trop tôt pour parler véritablement d'alliance entre la Russie et cette puissance régionale. Néanmoins, face à l'hostilité ressentie du monde occidental et en particulier des Etats-Unis, la Russie et l'Iran ont été amenés à coopérer. Ces deux pays ont donné un nouvel élan à leur coopération militaire. Le 28 décembre 2000, le ministre de la défense russe, Igor Sergueïev, a annoncé un accord de vente d'armement avec le pouvoir chiïte pour environ 4 milliards de francs et l'échange d'information sur les structures militaires, la doctrine et les menaces générales concernant les deux pays. Auparavant, au mois de novembre, le gouvernement russe avait annoncé qu'il dénonçait un accord conclu avec les Etats-Unis, lui interdisant de vendre de l'armement conventionnel à l'Iran.

L'Iran considère avoir des intérêts stratégiques et économiques vitaux dans la mer Caspienne. Le gouvernement iranien souhaiterait participer à la mise sur le marché des ressources de cette mer. Ce pays constitue en effet le chemin le plus direct, le plus économique vers le marché international. Il s'oppose ainsi fortement au projet américain qui ferait de Bakou le principal pourvoyeur des ressources énergétiques de la Caspienne. L'Iran est devenu, en outre, le principal partenaire de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan<sup>31</sup>. Il entretient de plus de nombreux échanges avec plusieurs Etats de la région, dont en particulier le Kazakhstan. Ainsi, ce pays fournit du pétrole brut aux raffineries du nord de l'Iran en échange de fourniture de pétrole iranien dans le golfe persique qui peut être exporté sur les marchés mondiaux. Ce procédé de swaps sur les hydrocarbures permet à l'Iran d'échapper aux sanctions américaines. Le Turkménistan a construit un gazoduc vers l'Iran reliant les champs de gaz naturel de l'ouest de son territoire au nord industrialisé de l'Iran.

Ainsi, deux groupes de pays semblent s'aligner derrière les positions des deux acteurs majeurs, Etats-Unis et Russie. Ces pays peuvent être réunis en fonction de leur engagement politique et économique dans la région. Ainsi, la Russie s'implique tout d'abord prioritairement avec l'Arménie et l'Iran, un deuxième cercle est constitué par le Nagorny-Karabakh et le Turkménistan, enfin la Grèce, la Serbie, Chypre, la Syrie, la Chine et l'Inde. Les Etats-Unis pourraient quant à eux s'appuyer sur un premier cercle d'alliance, le noyau dur, composé de la Turquie et de l'Azerbaïdjan, un deuxième cercle incluant Israël, la Géorgie, le Kazakhstan, enfin un dernier cercle réunissant une grande majorité des pays de l'Alliance atlantique, l'Ukraine, la Moldavie, l'Arabie Saoudite. Ainsi, l'axe Washington Ankara Jérusalem s'oppose à celui de Moscou Téhéran Erevan.

---

<sup>31</sup> BILLION Didier & NIQUET Valérie, *La revue internationale et stratégique*, *op.cit.*, page 3, 13, 15, 18

### 3.2. Le contrôle d'une zone pivot pour les Etats-Unis par une « stratégie indirecte »

Le gouvernement américain cherche effectivement depuis 1992 à pousser ses partenaires, dont principalement la Turquie et les organisations internationales dans lesquels il pèse afin d'influencer une région stratégique. Les Etats-Unis investissent dans la zone autant pour des raisons économiques que géopolitiques. Leur perception de leur intérêts dans la région peut certes se retrouver dans une logique géopolitique. Cette dernière doit pourtant être nuancée tant la dynamique économique américaine reste individuelle, découplée des exigences étatiques.

#### 3.2.1. L'expression géopolitique américaine expliquée par les théories du rimland et du heartland

La thèse de Halford Mackinder est que toutes les manifestations géopolitiques ont un épicode géographique, le heartland<sup>32</sup>. La politique mondiale s'articule ainsi autour d'un espace limité, l'Eurasie, dont la Russie est le cœur. La conflictualité au niveau mondiale s'exprime au travers d'une lutte permanente entre ce heartland et les « croissants concentriques qui l'entourent ». Pour le universitaire américain Nicholas Spykman, la zone pivot est le rimland, espace intermédiaire entre le heartland et les mers riveraines. La théorie du containment a été en partie inspirée de Spykman et faire des émules. Ce théoricien estimait que la politique du containment visait à repousser l'URSS à l'intérieur de son espace. Car, pour ce dernier, « celui qui domine le Rimland, région intermédiaire entre l'Eurasie et les mer riveraines, domine l'Eurasie, celui qui domine l'Eurasie tient le destin du monde entre ses mains ». Ces théories se rejoignent sur un même objectif ; celui d'enfermer la Russie dans sa masse terrestre. L'endiguement ou containment inspira profondément la politique extérieure des Etats-Unis durant la guerre froide et continue de hanter les esprits des décideurs américains.

Afin de contrôler ce centre de gravité mondial, Washington cherche à limiter un retour d'influence en Asie centrale et dans l'océan Indien. Il s'agit, donc, de refouler la Russie vers le nord en éloignant Moscou de la mer Noire et de la Caspienne.

---

<sup>32</sup> CHAUPRADE Aymeric, Introduction à l'analyse géopolitique, Ellipse 1999

Les stratèges américains redoutent par dessus tout une coalition entre la Russie, la Chine et l'Iran ; « coalition anti-hégémonique unie moins par des affinités idéologiques que des rancunes complémentaires »<sup>33</sup>. Cette alliance contre-nature serait effectivement susceptible de menacer non seulement le statut d'hyper puissance des Etats-Unis mais surtout son pré carré, l'Océan pacifique et le Moyen-Orient. Or, la région de la Caspienne est bien le point de convergence des intérêts de ces trois puissances régionales. Ainsi, la présence des Etats-Unis dans cet espace eurasiatique est vitale pour empêcher à ces pays de construire un partenariat trop large.

### 3.2.2. Les objectifs politico-stratégiques des gouvernements américains

Les gouvernements successifs se sont, ainsi, fixés globalement trois objectifs ; assurer la stabilité des nouveaux Etats souverains de la région, favoriser la résolution des conflits qui touchent à ses intérêts et créer un corridor est ouest pour le transport d'hydrocarbure vers le marché occidental et surtout l'Asie. L'idée est clairement exprimée par l'ancien conseiller américain pour les affaires de sécurité, Zbigniew Brzezinski ; « s'assurer un accès à la région serait un atout majeur pour l'Occident ».

Les Etats-Unis considèrent tout d'abord que pour assurer la prospérité de la région, il convient de résoudre les conflits larvés. Par le biais de l'OSCE, ils ont œuvré pour le maintien du processus de paix au Tadjikistan. Ils ont enfin exercé les pressions nécessaires auprès de la Banque mondiale et des Nations Unies afin d'aider cette république à se remettre des ravages de sa guerre civile.

Par ailleurs, le gouvernement Clinton a maintenu jusqu'au bout deux de ses priorités dans la région, conserver l'embargo sur l'Iran et favoriser le rôle régional de la Turquie comme principale voie de communication. Ainsi, l'administration Clinton a toujours soutenu le projet de futur canalisation passant par la Turquie renforçant ainsi le poids régional de ce pays. Enfin, le gouvernement a souvent brandi la loi DAMATO afin d'interdire tout investissement en Iran. Néanmoins, pressentant la baisse du soutien international visant à isoler l'Iran, l'administration Clinton rêvait du corridor Est-Ouest qui inclurait un ensemble pipe-line, oléoduc, qui relierait l'Asie centrale et la Méditerranée en passant par le Caucase. Ce projet a pris dès la fin de l'année 1997 le nom de Eurasian Transportation Corridor.

---

<sup>33</sup> BRZEZINSKI Zbigniew, *Le grand échiquier : l'Amérique et le reste du monde*, Paris Bayard, 1997

### 3.2.3. Le rôle prépondérant de la Turquie dans cette stratégie indirecte

Les Etats-Unis considèrent la Turquie comme leur principal mandataire en Asie centrale. La Turquie est le verrou de la Méditerranée, le principal « contre poids à la Russie dans le Caucase et le principal point d’ancrage de l’OTAN au sud »<sup>34</sup>.

Par ailleurs, les intérêts propres de la Turquie dans le bassin caspien sont très certainement parmi les plus importants de tous les pays impliqués dans cette région. De part son attachement culturel et ethnique dans cette zone de la Caspienne, et de l’Asie centrale, la Turquie pense qu’elle doit y exercer une influence majeure. Les républiques d’Azerbaïdjan, du Turkménistan et du Kazakhstan parlent les langues turques. L’Empire Ottoman a conquis ou influencé très fortement une grande partie de la région caspienne pendant plus d’un siècle et demi, jusqu’en 1884, date du Congrès de Berlin. Sa situation géographique, véritable « pont » entre l’occident et le Moyen-Orient constitue assurément un atout majeur dans la problématique de la mer Caspienne. Pour Zbigniew Brzezinski, « La Turquie, verrouille la mer Noire, sert de contrepoids à la Russie dans le Caucase, d’antidote au fondamentalisme islamique et de point d’ancrage au sud pour l’OTAN ».

La Turquie poursuit plusieurs objectifs, développer de nouvelles sources d’approvisionnement en énergie, et devenir le pays pivot de l’OTAN pour l’accès à l’Asie centrale<sup>35</sup>. Elle pourrait, par ailleurs, être tentée de renforcer son rôle de position avancée des Etats-Unis, aux vues de ses récentes déconvenues européennes en particulier celle enregistrée pendant le sommet de Luxembourg en décembre 1997.

En outre, la Turquie est devenue depuis cinq ans le principal investisseur de la région<sup>36</sup>. Ce pays a enregistré pour l’année 1999 un excédent commercial avec les Etats de la Caspienne. La Turquie constitue vraisemblablement le marché potentiellement le plus dynamique pour le gaz dans cette région. Les besoins énergétiques de ce pays sont appelés à connaître une croissance significative dans les vingt prochaines années. En effet, selon les estimations de la Banque mondiale, d’ici à 2010, la demande en gaz de ce pays pourrait au minimum doubler. La Turquie est déjà en proie à des pénuries d’énergie et des coupures partielles de courant.

<sup>34</sup> BRZEZINSKI Zbigniew, *op.cit.*, page 24

<sup>35</sup> SIECA-KOZLOWSKI Elisabeth, Géopolitique de la Mer Noire ; Turquie et pays de l’Ex-URSS, Karthala

<sup>36</sup> SIECA-KOZLOWSKI Elisabeth, Géopolitique de la Mer Noire, *Ibid*

Par ailleurs, la Turquie tente de s'imposer comme l'un des plus importants acheteurs de ce gaz afin d'obtenir un certain monopole de revente en direction de pays de l'Union Européenne. L'accord signé avec la Grèce en juillet 2000 ainsi prévoit la construction d'un oléoduc reliant les deux pays.

Enfin, la politique énergétique de cet Etat reste très influencée par des préoccupations écologiques. En effet, la Turquie réfute toute augmentation de circulation maritime par le détroit du Bosphore. Très fréquenté ce dernier ne peut plus techniquement absorber de trafic supplémentaire. Le gouvernement redoute une catastrophe écologique dans le Bosphore qui toucherait un patrimoine culturel inestimable. Ainsi, ce pays s'oppose à tout projet susceptible d'accroître le transit de matières dangereuses par le Détroit, en particulier celui des autorités russes.. Aussi, ce pays prône-t-il le transit méditerranéen et le projet soutenu par les Etats-Unis de l'oléoduc Bakou-Ceyhan. Le 18 novembre 1999 les présidents d'Azerbaïdjan, de Géorgie, de Turquie et du Kazakhstan ont signé la déclaration d'Istanbul qui prévoit l'achèvement du projet pour 2004.

La Turquie, très intéressée par le développement économique de « l'espace caspien », tente d'exercer une influence plus grande, devenant assurément le meilleur point d'appui des Etats-Unis. La stratégie indirecte de ces derniers dans le bassin caspien s'exprime très clairement au travers des différents projets de construction de voies de communication, évoqués supra.

Les ambitions stratégiques des deux ex-puissances rivales sont formalisées suivant des logiques d'actions sur le terrain propres.

### **3.3. la stratégie d'influence russe et américaine dans la zone par une présence à tout prix**

La Russie tente de maintenir une présence militaire et politique dans le bassin caspien en s'imposant comme l'interlocuteur incontournable de la problématique sécuritaire de la région. Quant à eux, les Etats-Unis fidèles à leur stratégie indirecte ciblent leur soutien aux pays qu'ils jugent les plus sensibles de la région et d'autre part utilisent l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord pour y légitimer une présence occidentale.

Dans ce contexte, les autorités russes continuent d'imposer leurs troupes sur l'ensemble du territoire bordant la Caspienne, les Etats-Unis y recherchent une stabilisation à minima.

### 3.3.1. Le maintien des bases militaires russes ; une présence nécessaire ?

Le ministre de la Défense, Igor Serguee, reprochait aux Etats-Unis d'affaiblir la Russie et de prendre contrôle de la région du Caucase ; « la politique occidentale constitue un défi à la Russie pour objectif d'affaiblir les positions de la Russie sur l'échiquier international et de chasser ce pays des régions du monde de grande importance stratégique, surtout la région de la Caspienne, le versant sud du Caucase et de l'Asie centrale ». Les militaires russes, atteints d'une véritable phobie de l'invasion, considèrent que l'instabilité de la façade méridionale russe pourrait s'étendre à l'ensemble du territoire. Ces derniers sont obsédés par la déstabilisation de ce flanc sud, qui pourrait entraîner la décomposition de la Russie elle-même. Aussi, estiment-ils que le maintien d'un cordon sanitaire autour de la mer Caspienne est indispensable à la sécurité du pays. Moscou cherche avant tout à obtenir des pays riverains de la mer Caspienne le maintien de troupes russes sur leur territoire, et des accords de défense lui permettant de stationner ses gardes frontières sur les frontières dites extérieures de la CEI. Seuls le Kirghizistan, le Kazakhstan et le Tadjikistan continuent d'accepter, sans réserve, des forces russes sur leur territoire. De plus, le gouvernement russe cherche par tous les moyens à intensifier son activité militaire en Asie centrale et donner au pacte de sécurité collective un caractère anti-us. Désormais, le président Poutine semble vouloir s'appuyer sur les gouvernements autoritaires en place, confirmé par des « élections en 1999 », à l'instar de l'Arménie. Il déclarait, au mois de novembre 2000, aux médias moscovites qu'il n'excluait pas la possibilité d'instaurer un régime spécial dans les territoires bordant la Tchétchénie<sup>37</sup>. Ainsi, le Daghestan, pays le plus pauvre et le plus violent de la zone est considéré par Moscou comme le dernier rempart de la Tchétchénie. Les militaires russes accentuent leur présence dans le cadre de la répression des rebelles islamiques du Daghestan. La perte de ce dernier impliquerait celle de l'oléoduc Nord et son influence en Transcaucasie. Aussi, la Russie soutient-elle sans restriction le régime autoritaire de cette petite nation..

L'évolution des événements dans la région pousse le président Poutine à augmenter la présence militaire dans le Caucase du sud. Le partenariat militaire et stratégique avec l'Arménie ne peut à lui seul plus suffire. Le gouvernement russe semble désormais faire pression sur la Géorgie. Non seulement ce pays dispose encore de bases militaires russes mais la restauration de sa souveraineté territoriale par le retour des républiques séparatistes abkhaze

---

<sup>37</sup> POUTINE Vladimir, cité dans un discours prononcé au cours de sa visite au Kazakhstan le 4 janvier 2000

et de l'Ossétie du sud dépend en grande partie de la position russe. Enfin la Géorgie dépend uniquement de Moscou pour son approvisionnement énergétique. Les accusations à l'encontre de Tbilissi se sont aggravées en 1999, le gouvernement en place a été accusé de complicité dans le transit des armes et des mercenaires vers la Tchétchénie. Des hélicoptères et des avions russes ont plusieurs fois violé l'espace aérien géorgien et bombardé des villes de ce pays. Par ailleurs, en réaction à l'interdiction de Tbilissi d'autoriser les troupes russes stationnées sur place à utiliser son territoire pour entrer en Tchétchénie, le gouvernement Poutine a instauré un régime de visas pour les Géorgiens afin « de prévenir la pénétration de la guérilla étrangère en Tchétchénie ». Enfin, au début de l'année 2000, le gouvernement russe a semble-t-il posé les bases d'un pacte de sécurité régional avec le Kazakhstan en signant des accords de défense avec le président Aliiev. Par ailleurs, le maintien et la protection de minorités russes dans la région continue de servir de caution morale flagrante à leur implication dans la résolution des conflits.

### 3.3.2. Les Etats-Unis privilégient une organisation qu'ils contrôlent, l'OTAN

Cependant, la nouvelle donne réside assurément dans l'engagement depuis 1994 d'organismes de sécurité collective, dont en particulier l'OTAN dans la zone. Cette implication très récente de cette organisation a indubitablement été poussée par le gouvernement américain qui y trouve son meilleur moyen d'influencer les pays en quête d'indépendance.

Malgré la fin de la guerre froide, l'Alliance Atlantique et son organisation militaire fonctionnent avec une structure de décision peu modifiée, dans laquelle les Américains gardent les rênes. Dans les conseils de l'OTAN, les voix ne sont pas seulement comptabilisées, mais aussi pondérées. Celles des Etats-Unis ont irrémédiablement plus de poids que les autres. En outre, les forces armées mises à la disposition de l'OTAN sont en effet sous commandement américains. Les Etats-Unis ont maintenu un système qui leur assure une prépondérance stratégique et politique hors du champ traditionnel d'action constitué par le Traité de l'Atlantique nord<sup>38</sup>.

La décision américaine de limiter l'élargissement de l'organisation à trois pays fut très critiqué et exemplaire de la prépondérance de « l'hyper-puissance »<sup>39</sup> dans l'Alliance ? En

<sup>38</sup> de LA GORCE Paul Marie, *le monde diplomatique*, 24 avril 1999, Les cinquante ans de l'Alliance Atlantique ; un instrument de l'hégémonie américaine

<sup>39</sup> Hyper-puissance, ; *concept emprunté* à monsieur Hubert Védrine, Ministre des affaires Etrangères Français

outre, l'élargissement de l'OTAN il y a un an à trois nouveaux pays du PECO, Pologne République Tchèque et Hongrie, ne traduit il pas un rapprochement vers une nouvelle zone sensible, l'Asie centrale. Les accords de défense passés avec les anciens pays de l'est traduisent une volonté d'interdire tout retour de l'influence russe en Europe et en Asie centrale.

Par ailleurs, les Etats-Unis ont été les principaux moteurs de l'implication de l'OTAN dans la région. Dans le cadre du PPP, les Etats-Unis ont organisé des manœuvres de type maintien de la paix avec plusieurs pays d'Asie centrale.

L'OTAN a réussi à créer une zone tampon en périphérie de l'ex-URSS en proposant une charte spéciale à l'Ukraine et les Pays Baltes. Néanmoins, actuellement l'organisation n'a pas encore réussi à finaliser cet encerclement en imposant une ligne au sud de l'ancien empire.

### 3.3.3. Le Partenariat Pour la Paix premier expression des intérêts des Etats-Unis

Le Partenariat Pour la Paix (PPP), adopté au Sommet de Bruxelles en janvier 1994, est tout d'abord une structure de coopération entre l'OTAN et chacun des pays concernés. Le PPP a été créé dans un quadruple objectif ; améliorer les échanges d'information en matière de budget de la défense et de planification, promouvoir un contrôle démocratique sur les forces armées, renforcer leur capacité opérationnelle dans le cadre de missions de maintien de la paix ou humanitaire, et identifier les besoins d'interopérabilité. Depuis sa création, le PPP a connu des évolutions successives qui visent à élargir son champ d'application et renforcer les liens entre l'OTAN et les pays signataires. De fait , le PPP conçu initialement comme un substitut à l'élargissement devient peu à peu une étape préliminaire à l'intégration. Toutes les anciennes républiques de l'URSS sont membres de ce pacte à l'exception du Tadjikistan.

Ainsi, l'OTAN a poussé les Etats de la région de la Caspienne et du Caucase à signer un Partenariat pour la Paix, la Géorgie, l'Arménie, et l'Azerbaïdjan, ce qui constitue un précédent historique de contacts militaires entre les pays indépendants et l'alliance. En outre, un ensemble d'exercices conjoints entre les deux parties ont été planifiés et joués. Les Etats-Unis ont ainsi projeté des forces au Kazakhstan à l'occasion d'un exercice dans le cadre du PPP, impliquant une force régionale de gestion des conflits que l'OTAN avait organisé. Mr Brzezinski, conseiller à la présidence américaine dans les années 1980, considère

l'Azerbaïdjan comme le « pivot géopolitique de la région »<sup>40</sup>. En effet de par sa position géographique, cette nation constitue un véritable « bouchon » qui permet ou interdit l'accès aux richesses du bassin de la mer Caspienne et de l'Asie centrale. « Un Azerbaïdjan indépendant, turcophone, empêcherait la Russie de détenir un monopole sur l'accès à la région et la priverait, par conséquent, d'une influence stratégique décisive dans les décisions politiques des nouveaux Etats d'Asie centrale ».

Les planificateurs de l'organisation espèrent ainsi améliorer la stabilité dans la région en offrant une assistance militaire et en entraînant leur force dans des espaces variés.

L'initiative PPP est assurément le premier maillon d'une chaîne de sécurité unifiant l'ouest et ces pays du Caucase. Certes, le gouvernement n'a pour l'heure répondu aux nombreuses demandes du président Aliev relatif à la mise en place de bases militaires américaines et turques. Réticent eu égard aux coûts d'investissement et à la sensibilité de Moscou face à une telle initiative, les Etats-Unis semblent plus enclin aujourd'hui à promouvoir directement une sécurité régionale.

Aliev s'efforce de faire jouer la valeur géostratégique de son pays comme barrière à la coopération croissante entre la Russie et l'Iran. Il redoute principalement les aspirations hégémoniques traditionnelles de la Russie. Ses préoccupations s'expliquent en partie par le soutien apporté à l'Arménie par le gouvernement de Moscou dans le conflit du Haut-Karabakh. Même si le gouvernement azéri veille à ne pas écarter totalement la Russie, il privilégie clairement les sociétés occidentales, notamment américaines. Le 20 septembre 1994 a été signé à Bakou un accord qualifié de « contrat du siècle ». En effet, l'Azerbaïdjan subit de nombreuses pressions au nord de la part des Russes au sud de la part de l'Iran. Le nord de ce pays compte environ 20 millions d'Azéris, soit deux fois plus qu'en Azerbaïdjan. Enfin, un accord politique et militaire au début du mois de janvier 2001, signé entre le président Poutine et Aliev a consacré un rapprochement stratégique entre les deux pays.

---

<sup>40</sup> BRZEZINSKI Zbigniew, *op.cit.*, page 24, 25

## CONCLUSION

La dépendance de plus en plus patente des pays les plus industrialisés vis à vis des produits énergétiques constitue assurément une aubaine pour les puissances régionales productrices ou exportatrices de pétrole ou de gaz. Les récentes hausses du prix de pétrole ont confirmé à quel point cet assujettissement à l'or noir pouvait déstabiliser les économies des pays les plus riches. La mer Caspienne fait partie de ces régions qui attirent désormais les envies des industriels et politiques des grandes nations. Certes, ce bassin n'est vraisemblablement le nouveau Moyen-Orient du XXI<sup>ème</sup> siècle. Néanmoins, il englobe un territoire clef où les puissances s'affronteront à la fois pour une nécessité vitale de varier leur sources d'approvisionnement et pour le contrôle d'une zone de transit entre trois mondes, russe, perse et asiatique.

La diversification des sources d'approvisionnement est indubitablement devenu une préoccupation centrale de la géopolitique des pays occidentaux, en particulier les Etats-Unis. Dans la région, ces derniers tentent de réduire l'exclusivité politique et économique russe et de sécuriser ce territoire riche en produit de première nécessité et nouvelle porte d'accès au marché asiatique. En outre, le contrôle de cet espace, comme carrefour stratégique, permettrait non seulement de relier par l'ouest l'Asie mais aussi de réduire les nouveaux risques sécuritaires majeurs énoncés par l'OTAN il y a un an, la prolifération des armes et des drogues.

Face à cette nouvelle donne, la Russie tarde à réagir et à proposer une politique d'ouverture, oscillant entre un refus catégorique de partager son étranger proche et un désintérêt navrant de certains dirigeants pour la région.

Néanmoins, la problématique de la mer Caspienne pourrait être compliquée par un phénomène qui prend une place importante dans la géopolitique, la distribution de l'or bleu, l'eau. Outre les ressources en énergie fossile, l'eau pourrait désormais constituer une des clefs de la problématique politique dans la région de la Caspienne. Les pays bordant cette mer sont en effet très dépendants de cette eau dans la mesure où leur agriculture est un facteur essentiel de leur survie. Enfin, la démographie galopante de certaines de ces nations augmente mathématiquement la demande en eau.

Les champs du sud de l'Ouzbékistan et du Turkménistan reçoivent leur eau des rivières alimentées par les montagnes du Tadjikistan<sup>41</sup>. Deux des principaux cours d'eau l'Amu-Darya et la Syr-Darya proviennent successivement du Tadjikistan et du Kirgistan passant par le Kazakhstan et l'Ouzbékistan. Un système de réservoir construit sous les régimes de l'Union Soviétique régulaient les niveaux de ces rivières. Depuis l'indépendance de ces pays, l'approvisionnement en eau, nécessaires aux agricultures et démographies galopantes de la région, devient assurément un moyen de pression politique régional. L'Ouzbékistan a ainsi coupé son approvisionnement en eau du Kazakhstan pour non paiement de la dette. L'eau pourrait être ainsi la nouvelle source de tension dans cette zone.

Un développement durable économique et politique de cette région stratégique s'inscrit indubitablement dans un long processus global de négociation.

---

<sup>41</sup> DUMORA Christelle, Mémoire IHEDN, 1998, *op.cit.*, page 13, 14

<b>BIBLIOGRAPHIE</b>
----------------------

**DOCUMENTS PRIMAIRES :**

- « Concept de sécurité nationale de la Fédération de Russie », Décret présidentiel n°24, 10 janvier 2000
- « The NATO handbook ; 50<sup>th</sup> Anniversary », North Atlantic Treaty Organization, 1999
- « Partnership for Peace », Framework Document, M-1(94)2, 10-11 January 1994
- « Les enjeux économiques et stratégiques des marchés énergétiques de la Caspienne », Commission Economique, Rapport de l'assemblée parlementaire de l'OTAN, décembre 1999

**OUVRAGES :**

- AVRILLER Jean-Baptiste, *La géopolitique du Caucase*, Fondation pour la Recherche Stratégique, Ellipse, Paris, 1999
- BLANK Stephen J, *NATO AFTER ENLARGEMENT ; New challenge, new forces, new mission*, Strategic Studies Institute, Septembre 1998
- BOYER Yves et FACON Isabelle, *La politique de sécurité de la Russie*, Ellipse, mars 2000
- BREZENZINSKI Zbigniew, *Le grand échiquier ; « L'Amérique et le reste du monde »*, Edition Fayard, 1997
- CHAUPRADE Aymeric, *Introduction à l'analyse géopolitique*, Ellipse, 1999
- DULAIT & THUAL, *La nouvelle Caspienne : Les enjeux post soviétiques*, Paris, Ellipse, 1998
- DUMORA Christelle, *La mer Caspienne ; une nouvelle donne géopolitique et géostratégique à l'aube du XXI siècle*, Mémoire IHEDN, 1998

- MALIA Martin, La tragédie soviétique, Le Seuil, 1995
- RAGEAU Jean-Pierre & CHALIAND Gérard, Géopolitique des nouveaux rapports de forces dans le monde, Atlas Stratégique, Edition Complexe, 1994
- SIECA-KOZLOWSKI Elisabeth & TOUMARKINE Alexandre, Géopolitique de la Mer Noire et pays de l'Ex-URSS, Karthala, 2000

### **PERIODIQUES :**

- ALLISON Roy and BLUTH Christoph, Security Dilemmas in Russia and Eurasia, Royal Institute Of International Affairs, 1998
- ANJAPARIDZE Zaal, « Les menaçantes ambitions régionales de la Russie », Courier International, 6 avril 2000
- BILLION Didier et NIQUET Valérie, L'ASIE CENTRALE UN NOUVEAU « GRAND JEU » ?, La revue internationale et stratégique, été 1999
- BLANDY CW, « The Caucasus Region and Caspian basin ; « change, Complication and challenge », Conflict Studies Research Centre, 1999
- « Dick Cheney et sa politique du pétrole », Conflict Studies Research Centre, janvier 2000
- CHETERIAN Vicken, « Face à face américano-russe autour de la Caspienne / « Grand jeu » pétrolier en Transcaucasie », Le Monde diplomatique, Octobre 1997
- de LA GORCE Paul-Marie, « Les cinquante ans de l'Alliance Atlantique ; un instrument de l'hégémonie américaine », Le Monde diplomatique, 24 avril 1999
- ENDERLIN Serge, « L'empire Gazprom, un Etat dans l'Etat russe », L'HEBDO N°2, 9 janvier 1997
- FROMENT-MEURICE Henri, « Tchetchénie, Islam et pétrole, Commentaire, N°89, Page 21-28, Printemps 2000
- KELLNER Djalili, « Pétrole et gaz de la Caspienne ; entre mythe et réalité », Transition vol 39, N°2 PP119-158
- KEMP Geoffrey, « Energy Superbowl ; Strategic Politics and the Persian Gulf and Caspian Basin », The Nixon Center, 1997
- KRAPELS Edward N, « The Commanding Heights : international Oil in a Changed World, International Affairs, vol 69, N°1, January 1993
- ROMER Jean-Christophe, « Rupture et continuités stratégiques en Russie »,Revue Stratégique, Economica, 1997

- WOJCIECHOWSKI Marcin, « Le pétrole de la Caspienne, où comment contourner la Russie », Courier International, 15 juin 2000
- « Caspian oil : Russian Interests », International Affairs, vol 43, N°3, Page 48-54,1997
- « La CEI », La Revue d'Etudes N °2, février 2000
- « Mer Caspienne ; Le grand jeu », , Arte, 8 et 14 août 1998
- Revue de l'OTAN N° 5, page 12-16, septembre-octobre 1997

### **INTERNET :**

- Blandy C.W, « The Caucasus-Caspian region : Cardinal change to the military balance », Conflict Studies Research Center, S36, April 1998,  
<http://www.ppc.pims.org/Projects/csrc/TheCaucasusRegionandCaspianBasin.htm>
- Blandy C.W, « The Caucasus Region and Caspian Bassin », Conflict Studies Research Center, S36,  
<http://www.ppc.pims.org/Projects/csrc/TheCaucasusRegionandCaspianBasin.htm>
- FREEDMAN Robert O, « Russian-Iranian Relations in the 1990's », Middle East Review of -International Affairs, Journal vol 4, N°2, June 2000  
<http://www.biu.ac.il/Besa/meria/journal/2000/issue2/jv4n2a5.htm>.
- LELLYVELD Micheal, « 2000 In Review : Caspian Development Achieves Mixed Results »  
<http://www.rferl.org/nca/feature/2000/12/151215092143.asp>
- Z. Zagdeev & Susan Eisenhower, « Central Asia : Conflict, Resolution, and Change », The Nixon Center,  
<http://www.nixoncenter.org/publications/monographs/ENERGY.html>
- Center for International and Strategic Studies  
<http://www.csis.org>.
- Conflict Studies Research Center, Royal Military Academy  
<http://www.pims.org/Projects/csrs/>
- Ministère russes des affaires étrangères  
<http://www.mid.ru>
- Radio Free Europe/Radio Liberty  
<http://www.rferl.org/>

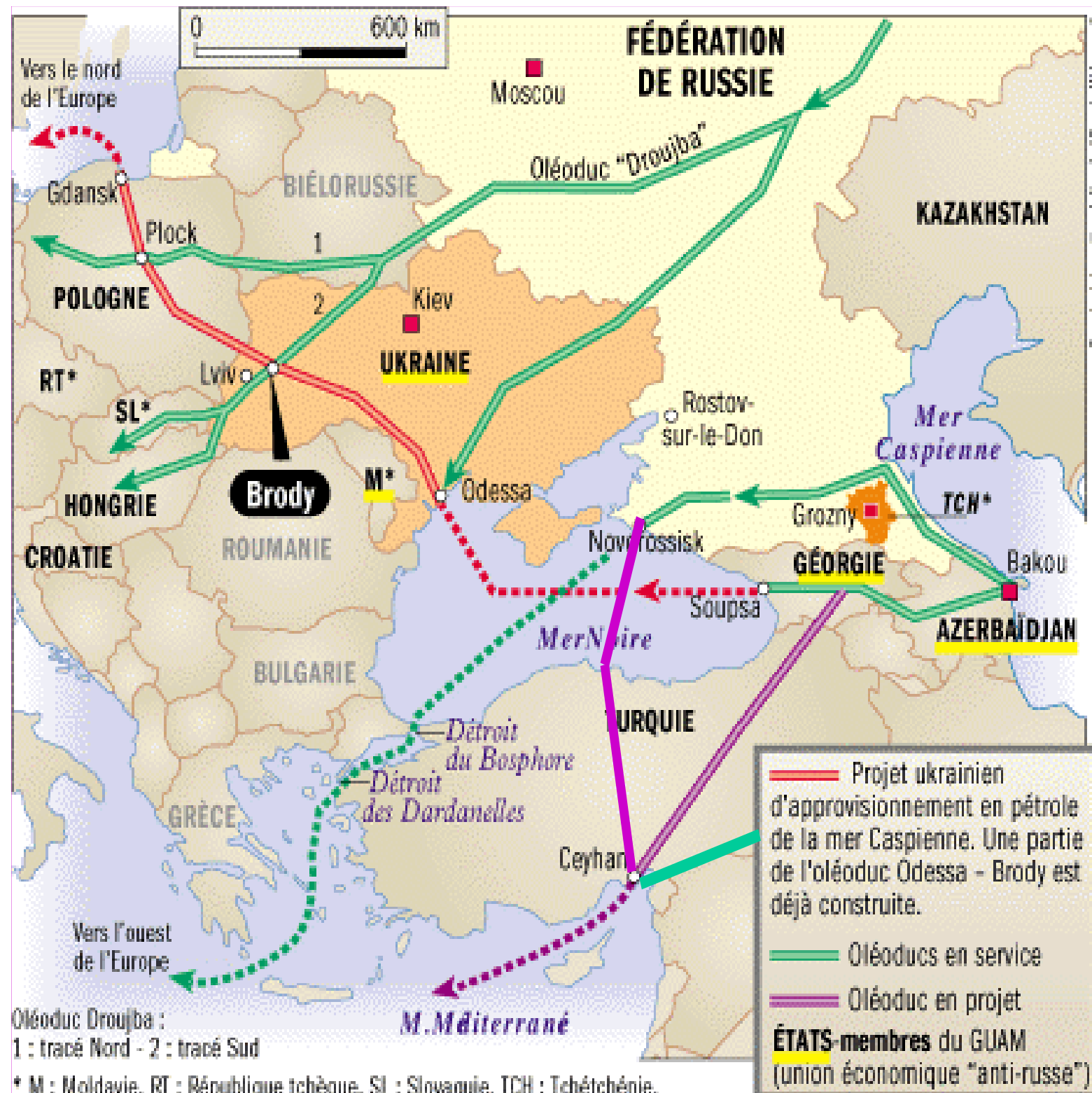
- Stockholm International Peace Research Institute

<http://www.sipri.se>

- Courier international (archives)

<http://www.courrierinternational.com/statistique/archives.asp>

ANNEXE 1 ; Carte des projets de désenclavement de la mer Caspienne



ANNEXE 2 ; Carte des projets de statut juridique de la mer Caspienne

